

J'ai redigé la définition de l'antisémitisme. Les juifs d'extrême droite en ont fait une arme

Description

Par Kenneth Stern, The Guardian, 13 décembre 2019

La définition opératoire de l'antisémitisme n'a jamais eu pour but de museler qui que ce soit, mais c'est ce que le décret de Trump a aussi fait faire cette semaine.



« Jared Kushner, gendre et conseiller spécial du président Trump, a écrit dans le New York Times que cette définition rend plus clair [le fait que] l'antisionisme est de l'antisémitisme. » Photo: Manuel Balce Ceneta/AP

Il y a cinquante ans, en tant qu'expert en antisémitisme au Comité des juifs américains, j'étais le rédacteur principal de ce qui s'est, par la suite, appelé la définition opératoire de l'antisémitisme. Initialement, elle a été conçue pour permettre à ceux qui collectent les données de savoir ce qu'il faut inclure et ce qu'il faut exclure. De sorte que l'antisémitisme puisse être mieux surveillé dans le temps et dans l'espace.

Cette définition n'a jamais eu pour but d'être une charte universitaire du discours haineux, mais c'est ce qu'a aussi fait le décret de Trump cette semaine. Ce décret est une attaque aux libertés académique et d'expression, et ne va pas seulement toucher les défenseurs des Palestiniens mais aussi les étudiants et les professeurs juifs, ainsi que l'université elle-même.

Le problème n'est pas que ce décret assure une protection aux étudiants juifs selon l'article VI de la loi sur les droits civiques. Le ministère de l'Éducation a clairement annoncé en 2010 que les juifs, les sikhs et les musulmans (en tant qu'ethnies) pouvaient porter plainte pour intimidation, harcèlement et discrimination en vertu de cette disposition. J'étais en faveur de cette clarification et j'avais déposé une plainte, avec succès, pour des élèves juifs d'un lycée qui avaient subi du harcèlement et même été frappés (il y avait une journée frappe un juif).

Mais à partir de 2010, des groupes juifs d'extrême droite se sont emparés de la définition opératoire, qui avaient des exemples concernant Israël (comme rendre les juifs collectivement responsables des actions d'Israël, et leur nier le droit à l'autodétermination), et ont décidé d'en faire une arme pour les dossiers de l'article VI. Bien que certaines allégations concernaient des actes, la plupart concernaient des mots, accusant des textes et des manifestations

dâ??enfreindre la dÃ©finition. Aucune de ces plaintes nâ??a abouti, alors ces mÃªmes groupes ont demandÃ© Ã lâ??UniversitÃ© de Californie dâ??adopter cette dÃ©finition et de lâ??appliquer Ã ses campus. Quand lâ??universitÃ© a refusÃ© ils ont demandÃ© au CongrÃ¨s. Quand cette dÃ©marche nâ??a pas abouti ils ont fait appel au prÃ©sident.

Des adeptes du dÃ©cret, comme lâ??Organisation sioniste dâ??AmÃ©rique [ZOA], lâ??ont annoncÃ©, ils pensent que lâ??application de la dÃ©finition â??englobe de nombreuses offenses contre les juifs â?! souvent menÃ©s par â?! les Ã©tudiants pour la Justice en Palestine [SJP], dont â?! des appels Ã lâ??â??intifadaâ?? [et] diabolisant IsraÃ«lâ??. Bien que je suis en dÃ©saccord avec les SJP, ils ont le droit de lancer des â??appelsâ??. Câ??est ce quâ??on appelle la libertÃ© dâ??expression.

Si vous ne pensez pas que cela constitue une atteinte Ã la libertÃ© dâ??expression, imaginez une comparaison. Il nâ??existe pas de dÃ©finition du racisme anti noir qui fait force de loi quand on Ã©value un dossier des lâ??article VI. Si vous deviez en Ã©laborer une, y incluriez-vous une opposition aux actions positives ? Vous opposeriez-vous au retrait des statues confÃ©dÃ©rÃ©es ?

Jared Kushner, gendre et conseiller spÃ©cial du prÃ©sident, a Ã©crit dans le New York Times que la dÃ©finition â??rend plus clair [le fait que] lâ??antisionisme est de lâ??antisÃ©mitismeâ??. Je suis sioniste. Mais sur un campus dâ??universitÃ©, oÃ¹ le but est dâ??explorer des idÃ©es, les antisionistes ont le droit Ã la libertÃ© dâ??expression. Jâ??imagine que si Kushner ou moi Ã©tions nÃ©s dans une famille palestinienne dÃ©placÃ©e en 1948, nous aurions sÃ©rement une diffÃ©rente perception du sionisme, et pas parce que nous mÃ©prisons les juifs ou que nous pensons quâ??ils conspirent pour faire souffrir lâ??humanitÃ©. De plus, il existe un dÃ©bat au sein de la communautÃ© juive sur la nÃ©cessitÃ© ou non pour un juif dâ??Ãªtre sioniste. Je ne sais pas sâ??il existe une rÃ©ponse Ã cette question, mais cela devrait inquiÃ©ter tous les juifs que le gouvernement y rÃ©ponde Ã notre place.

Le rÃ©el objectif de ce dÃ©cret nâ??est pas de faire pencher la balance dans quelque dossier de lâ??article VI, mais plutÃ´t dâ??Ãªtre dissuasif. ZOA et dâ??autres groupes vont partir Ã la chasse des discours politiques avec lesquels ils sont en opposition et menacer dâ??aller devant un tribunal. Jâ??ai bien peur que maintenant les administrateurs aient tout intÃ©rÃªt Ã supprimer ou, au moins, Ã condamner, tout discours politique, par peur de litige. Jâ??ai bien peur que lâ??universitÃ©, qui peut tout aussi bien enseigner la vie des juifs dans la Pologne du 19Ã¨me siÃ¨cle quâ??IsraÃ«l de nos jours, choisira probablement le premier sujet, pour prendre moins de risques. Jâ??ai peur que des associations et des Ã©tudiants juifs pro IsraÃ«l, qui portent plainte lorsquâ??un partisan dâ??IsraÃ«l est chahutÃ©, aient la rÃ©putation dâ??utiliser des instruments dâ??Ã©tat pour supprimer leurs opposants politiques.

Lâ??antisÃ©mitisme est un vrai problÃ¨me, mais, quâ??on soit de droite ou de gauche, on le laisse trop souvent passer si la personne a la â??bonneâ? opinion sur IsraÃ«l. Historiquement, lâ??antisÃ©mitisme se dÃ©veloppe mieux lorsque les dirigeants attisent lâ??aptitude humaine Ã dÃ©finir un â??nousâ? et un â??euxâ?, et oÃ¹ lâ??intÃ©gritÃ© des institutions et des normes dÃ©mocratiques (comme la libertÃ© dâ??expression) sont menacÃ©es.

PlutÃ´t que de soutenir la censure des discours que les juifs pro IsraÃ«l trouvent gÃ©nants, ou de lâ©gÃ©rement critiquer (si on peu appeler cela critiquer) un prÃ©sident qui tient rÃ©guliÃ©rement des propos antisÃ©mites, pourquoi ces Ã©lus juifs, prÃ©sents lorsque Trump a signÃ© ce dÃ©cret, ne lui ont pas rappelÃ© que lâ??annÃ©e derniÃ¨re, lorsquâ??il avait diabolisÃ© les migrants et les avaient

qualifiés d'envahisseurs, Robert Bowers était entré dans une synagogue de Pittsburgh parce qu'il pensait que les juifs étaient derrières cette invasion de non-blancs et que cela faisait partie d'un complot pour faire souffrir les blancs. Et qu'il a tué 11 d'entre nous ?

- Kenneth Stern est le directeur du [Bard Center for the Study of Hate](#), et l'auteur du futur [The Conflict Over the Conflict: The Israel/Palestine Campus Debate](#)

Traduction: L. pour l'Agence Média Palestine

Source: [The Guardian](#)

date création
2019/12/14